

Histoire de la France contemporaine

M. Maurice AGULHON, professeur

Le cours ex-cathedra, prononcé du 13 février au 19 juin, était intitulé *La France de 1880 à nos jours : la République comme idée-force et comme mythe*.

L'occasion en était, comme l'année précédente, les recherches et réflexions rendues nécessaires par la préparation de « La République, v. 1880-v. 1980 », tome V de *l'Histoire de France illustrée* de Hachette (cf. les volumes déjà parus de G. Duby, E. Le Roy Ladurie, F. Furet), ouvrage qui sortira des presses au début de 1990.

De cette histoire politique, aux péripéties bien connues, le cours de l'année dernière avait suivi un important fil conducteur, l'histoire de la conscience nationale et du sentiment national. Le cours de cette année avait l'ambition d'en dégager un autre : la querelle des institutions et les luttes autour de la nature du régime, dans la mesure où elles se sont ordonnées autour des termes de « République » et de « républicain ». La République est en effet un régime qu'un parti a voulu et imposé, qu'un autre a subi puis accepté. Pendant longtemps elle n'a *pas été* perçue comme un régime libéral neutre, inévitable lorsqu'on n'a plus sous la main de monarchie disponible et suffisamment moderne, un régime, donc, empiriquement acceptable, *mais* comme un régime issu de la Révolution française, donc chargé pour les uns de toute l'espérance du Bien et pour les autres de toutes les craintes du Mal. De là une tendance à surcharger d'idéologie les controverses sur la nature et le fonctionnement des institutions et à globaliser les conflits politiques particuliers. La République est devenue ainsi plus qu'un système constitutionnel, c'est une Entité, quasiment une personne, que l'on attaque et que l'on défend, que l'on aime ou que l'on déteste.

L'histoire politique, la science politique rétrospective, l'histoire des idées politiques savent cela depuis plus ou moins longtemps, et de bons ouvrages ont déjà exposé ces problèmes politico-intellectuels.

L'originalité espérée de notre propos consistait à rappeler que ces choses-là avaient été vécues et perçues par des gens simples et nombreux, et qu'il y avait en somme à explorer un au-delà (ou un en deça ?) des doctrines, un étage des cultures, des sensibilités, des mentalités collectives.

Cela entraînait d'abord, au prix d'une infidélité à la chronologie annoncée, quelques études *rétrospectives* sur les mots qui devaient devenir les supports du mythe.

« République » et « républicain » avant 1789 (la tradition romaine repérée à travers la lexicologie et à travers le témoignage de quelques lecteurs de Plutarque) — « République » et « républicain » dans les textes d'époque révolutionnaire (le corpus pris comme exemple étant celui des hymnes, chants et chansons) — l'émergence du mythe de la République dans l'historiographie romantique (Michelet, Lamartine), puis dans l'œuvre des grands vulgarisateurs (Victor Hugo, Pierre Larousse).

La partie centrale du cours retrouva la période chronologique de *la Troisième République*, déjà racontée l'an dernier comme telle. On l'a reprise pour y suivre le sort de « République » et de « républicain » dans trois ensembles significatifs : le discours de « la défense de la République » chez les intellectuels dreyfusards — « la République » dans l'enseignement élémentaire — enfin les mœurs, les manières, le langage du « parti républicain » dans la France provinciale d'après quelques témoignages littéraires.

La dernière partie du cours enfin, *de la fin de la Troisième République à nos jours*, a recollé en quelque sorte à l'événementiel au point où nous avions dû le laisser l'an dernier. On a ainsi étudié, notamment, entrelacé avec le rappel sommaire des péripéties, le thème de la République au temps de l'Occupation, dans les débats et discours de la Résistance et de la France Libre — la République sous le régime de la Quatrième République — et enfin dans la crise constitutionnelle de 1958. Une attention particulière a été évidemment apportée au « mendessisme », dans ses luttes successives contre la Droite (v. 1950-1956), puis contre le « mollettisme » (1956-1958) et enfin contre la Cinquième République (1958 et au-delà). C'est toujours la République que Pierre Mendès France évoquait, mais une République à l'ancienne, idéalisée, transcendante aux institutions, chargée à la fois de moralité et de juridisme ; tous caractères hérités déjà d'une tradition, et formant contraste par là avec les aspects modernes dont son néo-radicalisme se réclamait d'autre part à bon droit.

Engagée comme une bataille de « défense de la République » contre un « pouvoir personnel » jugé peu ou pas républicain, la lutte du printemps de 1958 a été, comme on sait, largement perdue. Le Général de Gaulle en effet ne s'est pas laissé enfermer dans le personnage d'un destructeur de la République, et force est bien de constater que son passage dans l'histoire aura redéfini bien plutôt qu'aboli le régime centenaire de la France.

Les conclusions synthétiques de ces survols d'histoire récente seront tirées d'une part dans l'épilogue de l'ouvrage cité en commençant, d'autre part dans une communication au Colloque De Gaulle prévu pour novembre 1990.

*

**

Le séminaire, tenu en plus petit comité, également du 13 février au 19 juin, proposait pour contenu *Documents et travaux sur l'imagerie politique de 1914 à nos jours*. Notre étude de l'imagerie et de la symbolique républicaine en France a donné lieu à un volume pour la période 1789-1880 (*Marianne au Combat*, 1979) et à un autre pour la période, décisive, de 1880-1914 (*Marianne au pouvoir*, parution prévue à l'automne de 1989). Nous poursuivons l'accumulation des matériaux en vue d'un troisième et dernier volet qui ira, sous un titre encore à déterminer, de 1914 à nos jours. Le séminaire aide à l'accumulation des matériaux et à la discussion des schémas provisoires d'interprétation. Les quatre premières séances ont eu pour objet les matériaux rassemblés et exposés par M. Patrick Laurens, assistant de recherche, sur la figure de la République dans les types monétaires, puis dans les timbres-poste, de 1914 à 1940.

L'après 1940 pour cette catégorie d'emblèmes et d'objets a été seulement entrevu cette année.

Deux autres séances ont été consacrées à une amorce d'étude comparée : place et statut d'une image féminine de la Liberté ou de la République dans d'autres Etats anciennement révolutionnaires, tels que les Etats-Unis d'Amérique, et quelques républiques latino-américaines.

Une autre a abordé, à travers les matériaux d'une exposition d'affiches, le rôle de l'imagerie patriotique des années 1914-1918 dans le processus de confusion entre la représentation de la République et celle de la France comme Nation.

Toutes les autres séances ont tourné autour de l'observation du présent, ce présent qui sera dans peu d'années un chapitre d'histoire. L'année du Bicentenaire de la Révolution attire en effet l'attention sur la représentation féminine de la République, que ce soit pour l'exalter, pour la dénigrer, ou tout simplement pour en tirer un objet de décor ou de pittoresque facile à monter, à exposer, ou à visualiser. 1989 aura été une année de regain d'intérêt (probablement provisoire) pour « Marianne », et par conséquent le dernier moment de l'histoire que nous aurons à en rédiger. Il y a eu des ouvrages, des colloques, des expositions de bustes (Paris - Petit Palais, Monnaie de Paris, Turin, Nuits-Saint-Georges, Guéret, Lenclôitre, Villelaure, Puylaurans...), des réfections ou des remplacements de monuments de places publiques, et toute une production éphémère de jeux « médiatiques » et de pacotille commerciale. La démarche était celle d'une ethnologie empirique, dont les matériaux constitueront le chapitre terminal d'une histoire à venir, dont les autres chapitres seront plus classiques.

*

**

Au titre des *activités diverses*, du 1^{er} juillet 1988 au 1^{er} juillet 1989, nous avons poursuivi le travail de *La République* (Hachette) évoqué plus haut, cependant que le manuscrit de *Marianne au pouvoir* attendait son tour chez un autre éditeur.

Nous avons vu paraître l'*Exposition* « 1789 » (Intermedia et Ministère des Affaires étrangères) dont le Secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales auprès du Ministère des A.E. a bien voulu nous écrire qu'elle rencontrait « une exceptionnelle résonance à l'étranger » et qu'elle nous valait sa « gratitude ».

En fait de *publications*, nous avons présenté par une longue étude d'introduction la réédition de *1789 et 1889*, d'Emile Ollivier (Aubier). Nous avons aussi vu paraître préfacés par nous un recueil de textes de Michelet, *Portraits de la Révolution française* (Livre de Poche), le premier numéro de la nouvelle revue *Sport et Histoire* (Toulouse, Privat, été 1988), le recueil des *Mélanges Paul Gonnet* (Nice, Université de Nice), et enfin l'*Histoire des maires*, de notre élève Jocelyne George (Plon). Nous avons eu aussi des contributions publiées dans les volumes collectifs suivants : *L'Autre et le Semblable*, présenté par Martine Segalen (Presses du C.N.R.S.), les *Lettres à la Révolution* (Maison de la Culture d'Amiens), et surtout le catalogue *Marianne, image féminine de la République* (du Centre Culturel français de Turin).

Nous avons donné des *conférences publiques* sur les thèmes habituels (voir rapport de 1987-1988) à Paris (plusieurs), Avignon, Vaison-la-Romaine, Ville-neuve-lès-Avignon, Sceaux, Limoges, Ramonville, Compiègne, Toulon, ainsi qu'à Copenhague, Stockholm et Upsal (Instituts culturels français), à Milan (Casa della Cultura), à Padoue (Cercle Voltaire), à Charlotteville (Université de Virginie), à Philadelphie (Temple University) et enfin à Québec, comme l'un des deux invités d'honneur du congrès de la Société historique du Canada.

Nous avons présenté des *communications* aux Colloques de Toulouse (C.N.R.S., Les femmes et la Révolution française), Puylaurens (initiative locale - « Marianne » en son lieu d'invention et la Révolution dans le Tarn), Fiesole (Institut Universitaire européen) et surtout Washington (Congrès international de Georgetown sur la Révolution française).

Nous avons participé à la *soutenance* de 4 thèses, 2 de notre direction à l'Université de Paris I, et 2 autres (à Toulouse et à Aix).

Nous avons continué à suivre l'activité des diverses sociétés savantes auxquelles nous sommes attaché (voir rapport de 1989-1988).

Enfin, nous avons été *nommé* membre du Conseil scientifique de la Bibliothèque Nationale, et, surtout, membre et président du Conseil scientifique du Centre d'Ethnologie française (C.N.R.S. et Musée des Arts et traditions populaires).

M. A.